

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avance.

Vol. X.

No. 36.

Prix du numéro, 7 centims.—Annonces, la ligne, 10 centims.
Toute communication doit être affranchie.

JEUDI, 4 SEPTEMBRE 1879

Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est publiée par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND-DESBARATS, à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

SOMMAIRE

Notre prime.—Les événements de 1838, par L.-O. David.—Chemin de fer du Pacifique, par Paul Petit.—Conseil législatif, par A. Gélinas.—Cà et là.—Les noirs et les blancs, par Benjamin Sulte.—Le Fœnet, par Paul Féval.—Nos gravures.—Choses et autres.—La muette qui parle, par F. du Boisgobey.—Le comte de Chambord, par Ph. de Grandlieu.—Les échecs.—Le jeu de dames.—Prix du marché de détail de Montréal.

GRAVURES : Les émeutes de Québec : Les Canadiens français attaqués dans la rue Champlain ; Barricade sur la rue Champlain ; Les hirondelles ; L'oiseau mort ; Montréal : Réunion des clans écossais sur le terrain du club de la croix, pour la pratique des jeux nationaux.

NOTRE PRIME

Notre magnifique prime est maintenant prête à être livrée à ceux qui y ont droit. C'est une grande et belle gravure représentant le bonheur domestique, ou Monsieur, Madame et Bébé, comme disait Gustave Droz; sujet simple et vieux, mais toujours beau, surtout lorsqu'il inspire un véritable artiste.

C'est un tableau où le bonheur domestique apparaît sous des couleurs si charmantes, qu'il va opérer une véritable révolution parmi les malheureux qui n'ont pas eu le courage encore de contracter mariage. Les vieux garçons ne pourront pas le contempler sans prendre la résolution de laisser les froides régions du célibat où ils cherchent vainement le bonheur.

Que de gens, de filles surtout, intéressés à répandre cette gravure en augmentant le nombre de nos abonnés ! Vraiment, on devrait s'associer, s'organiser comme pour la colonisation ou la propagation de la foi, afin de faire pénétrer partout notre journal avec sa prime salutaire. Nos abonnés, dans tous les cas, s'empresseront de payer ce qu'ils doivent dans le but de satisfaire à un devoir et d'obtenir une si belle gravure, dont la vue domptera les maris les plus fougueux et calmera les femmes les plus acariâtres.

Auront droit à cette prime tous les abonnés actuels dont l'abonnement sera payé jusqu'au 1er janvier 1880, et les nouveaux abonnés qui paieront six mois d'avance.

LES ÉVÉNEMENTS DE 1838

Pendant que les patriotes s'agitaient à Beauharnois, ceux de Châteauguay en faisaient autant.

Châteauguay fut, en 1838, l'un des foyers les plus ardents de la révolution. Il y avait là, comme à Beauharnois, des hommes à l'âme ardente, à l'esprit hardi, qui communiquaient à la population leurs sentiments et leurs idées en faveur de l'indépendance du pays. Ils s'étaient jetés avec enthousiasme dans le mouvement, sans arrière-pensée d'ambition et d'intérêt personnel, sans autre but que de conquérir la liberté politique. C'étaient de nobles cœurs, de véritables patriotes, aimant leur pays et leur nationalité. Ils ont payé cher, la plupart, leur imprudence mais glorieuse tentative. Nommons en particulier : Cardinal et Duquette, ces deux nobles et touchantes victimes du patriotisme, dont les noms éveillent les souvenirs les plus attendrissants. Ils avaient pour le seconder Jean-Louis Thibert, Joseph L'Écuyer, Léon ou Léandre Ducharme, François-Maurice Lepailleur, encore vivant, bien connu et fort estimé à Montréal, et plusieurs autres, tous de Châteauguay, excepté Ducharme, qui était de Montréal. Les patriotes de Châteauguay avaient pour tâche, après avoir fait prisonniers les bureaucrates de cette paroisse et les avoir désarmés, d'aller s'emparer des armes des sauvages à Caughnawaga. Ils n'eurent pas de peine à exécuter la première partie de ce programme. Ils allèrent d'abord chez M. McDonald, le principal marchand de l'endroit, qu'ils forcèrent de leur livrer toutes les armes et la poudre qu'il avait et l'emmenèrent prisonnier avec plusieurs autres qu'ils arrêterent, chemin faisant, à leur camp près du pont de la rivière Châteauguay. Plus tard, ils les renfermèrent avec M. Ellice, M. Brown et quelques-uns des bureaucrates arrêtés à Beauharnois, dans la maison de M. Mallette, à Châteauguay. Ils les traitèrent bien et les relâchèrent le lendemain de la bataille d'Odelltown.

Après avoir accompli la première partie de leur tâche, une quarantaine de patriotes, armés la plupart de bâtons et de piques, partirent pour Caughnawaga, autrement dit Sault Saint-Louis. Arrivés près du village au lever du soleil, ils s'arrêtèrent dans un bois, et cinq d'entre eux, les chefs, Cardinal, Duquette, Lepailleur et deux autres, allèrent en avant pour sonder le terrain et les dispositions des sauvages.

Pendant qu'ils essayaient de décider quelques-uns des sauvages à leur prêter leurs armes, une femme étant allée près du bois, aperçut les patriotes et revint tout effarée, raconter aux chefs sauvages ce qu'elle avait vu. L'alarme fut donnée, les sauvages prirent leurs fusils, et les chefs décidèrent qu'après avoir employé la ruse pour attirer les patriotes dans le village, on les arrêterait.

Les Canadiens-français furent traités en cette circonstance par les sauvages, comme ils le sont souvent par ceux qui se disent leurs alliés et leurs obligés.

Cinq ou six sauvages envoyés en avant, sans armes, firent croire aux patriotes qu'ils pourraient peut-être s'entendre avec les chefs et les décidèrent à s'avancer. Lorsque les chefs, qui les attendaient à la tête d'une quarantaine d'hommes bien ar-

més, les virent dans l'impossibilité de se défendre et de s'enfuir, ils donnèrent l'ordre de se jeter sur eux et de les désarmer. La résistance étant inutile, la chose fut facile; les patriotes se laissèrent arrêter et conduire à Lachine, et de là à la prison de Montréal, d'où ils ne sortirent, la plupart, que pour monter sur l'échafaud.

Les patriotes du comté de Laprairie ne furent pas plus heureux que ceux de Châteauguay et de Beauharnois. Ils avaient reçu ordre de se rendre des différentes paroisses du comté à Saint-Constant, pour de là aller prendre possession du village de Laprairie, de ses casernes et du bateau à vapeur qui faisait la traversée à Montréal. On leur avait assuré qu'un corps de troupes considérable venu des États-Unis, les attendait à La Tortue, pour leur prêter main forte. Ils étaient commandés par Joseph Robert, de Saint-Edouard; Ambroise Sanguinet et Charles Sanguinet, de Saint-Philippe; Pascal Pinsonneau, de Saint-Edouard; Joseph Longtin, de Saint-Constant, et quelques autres. Leur expédition fut marquée par un événement regrettable. Après avoir fait prisonniers, chemin faisant, tous les bureaucrates qu'ils trouvèrent, ils arrivèrent à La Tortue, chez M. David Vitty, où la plupart des bureaucrates de Saint-Philippe et de Saint-Constant étaient venus se réfugier avec l'intention imprudente de se battre au besoin. Aussi, lorsque les patriotes sommèrent M. Vitty de leur ouvrir la porte, au lieu de se rendre à cette injonction, il refusa obstinément et poussa même l'imprudence jusqu'à tirer, espérant sans doute les effrayer. Mais ce coup de fusil eut un résultat bien différent; les patriotes irrités entourèrent la maison, et tous ceux qui avaient des fusils tirèrent. M. Walker fut tué, M. Vitty blessé, la maison fut envahie et tous ceux qu'elle contenait faits prisonniers. Des témoins ont prétendu que les patriotes avaient tiré les premiers; mais il paraît certain que le premier coup de fusil partit de la maison de M. Vitty. North et Hood, qui étaient dans la maison, admirent ce fait devant la cour militaire.

Naturellement, cet incident déplorable fit sensation et souleva des flots d'indignation parmi la population anglaise, qui demanda vengeance à grands cris. Nous dirons ici, une fois pour toutes, que la mort du pauvre jeune Weir, à Saint-Denis; celle de Chartrand, à Saint-Jean, et de Walker, à La Tortue, sont des actes regrettables; mais ce sont des faits isolés; en général, les patriotes ont montré une modération et une douceur qu'on trouve rarement chez des insurgés. Quand une population persécutée se lève pour revendiquer ses droits, elle montre rarement autant d'égards pour ceux qu'elle considère comme ses oppresseurs. Il n'y a que des Canadiens-français pour faire des insurrections avec aussi peu de violence et de cruauté.

L.-O. DAVID.

Un journal français se moque, avec raison, des chansons ridicules par lesquelles on remplace, en France, la jolie et fine romance d'autrefois. A ce propos, nous prions tous ceux qui chantent, dans notre pays, de se faire un devoir de ne pas laisser ces inepties s'introduire parmi nous et de conserver dans toute leur naïveté nos bonnes vieilles chansons. Qu'on s'abstienne non-seulement de chanter les mots, mais encore les airs.

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE

Le général M. Butt Hewson, qui a de l'expérience dans le tracé des grands chemins de fer, vient de publier une brochure appelant l'attention des ministres de Londres et d'Ottawa sur l'ensemble de la question du choix de notre ligne du Pacifique.

Ce que nous allons en dire n'est que le résumé de son travail, laissant à qui de droit l'avantage de se prononcer sur son mérite.

Les Américains ont établi une voie ferrée à deux cent cinquante lieues au sud de la frontière canadienne. Cette voie a l'inconvénient de traverser un désert aride de plusieurs centaines de milles, et de passer sur des montagnes d'une hauteur prodigieuse où elle rencontre les neiges les plus hautes du globe. En outre, elle coupe le continent dans sa plus grande largeur.

Le Canada cherche à son tour à joindre par un ruban de fer ses possessions de l'Atlantique à celles du Pacifique—en d'autres termes, la Nouvelle-Ecosse et la Colombie anglaise.

Pour y parvenir, nous avons fait explorer par des ingénieurs les territoires qui s'étendent de la vallée de l'Ottawa à la côte nord du lac Supérieur, et ceux qui sont situés un peu au sud de la Saskatchewan, non loin de la frontière américaine.

Ici se place une première observation. Est-ce à des ingénieurs que l'on devrait confier un semblable travail, ou à des géographes?

L'ingénieur est un homme expert dans l'art de vaincre les obstacles naturels. Qu'on lui dise, par exemple, de tracer le chemin de fer du nord ou celui de Montréal à Aylmer, il y parviendra sans se tromper, parce qu'il ne peut faire autrement que de relier entre elles les paroisses qui jalonnent déjà ce parcours. Sa science consistera à placer avec apropos les ouvrages qui devront composer la ligne entière. Il ne pourra s'écarter que légèrement, çà et là, de la file des habitations. En un mot, traversant un pays peuplé, il complète l'organisation de la voie déjà existante, si l'on peut ainsi s'exprimer.

Mais donnez-lui à juger d'une contrée qui attend encore la colonisation, surtout un territoire large de six ou sept cents milles et long de huit cents lieues, comme l'est tout le nord de notre confédération, et il se perdra dans cette étendue.

C'est le géographe qui devrait en ce cas être appelé à se prononcer. Disons que le véritable homme d'État n'est pas de trop pour doubler le géographe; car tous deux n'ont en vue que d'assurer des débouchés au pays, et demandent que l'avenir réponde à leurs calculs.

Tandis que l'ingénieur ira étudier le terrain qu'on lui aura désigné, et qu'il s'efforcera d'en supprimer les obstacles, le géographe, embrassant les choses plus en grand, commencera par se demander dans quelle région tout d'abord le commerce, la colonisation, les besoins futurs du pays exigent que soit placé le chemin.

L'ingénieur va droit devant lui. Sa ligne est en longueur.

Le géographe n'avance qu'en zig-zags. Son exploration est en largeur.

Telle est la différence.

Grâce au géographe, non-seulement un